



# Assemblée générale

Distr. générale  
13 décembre 2016  
Français  
Original : anglais

**Soixante et onzième session**  
Point 149 de l'ordre du jour  
**Aspects administratifs et budgétaires du financement**  
**des opérations de maintien de la paix des Nations Unies**

## **Rapport sur l'exécution du budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016**

**Rapport du Secrétaire général**

### **Table des matières**

	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	5
II. Exécution du mandat . . . . .	5
A. Considérations générales . . . . .	5
B. Utilisation des crédits . . . . .	7
C. Partenariats, coordination avec l'équipe de pays et missions intégrées . . . . .	17
D. Cadres de budgétisation axée sur les résultats . . . . .	18
III. Exécution du budget . . . . .	34
A. Ressources financières . . . . .	34
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources . . . . .	35
C. Évolution des dépenses mensuelles . . . . .	35
D. Autres recettes et ajustements . . . . .	36
E. Contributions non budgétisées . . . . .	36
IV. Analyse des écarts . . . . .	36
V. Exécution du budget : stocks stratégiques pour déploiement rapide . . . . .	39



VI.	Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre . . . . .	42
VII.	Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale dans ses résolutions 70/288 et 70/286 ainsi qu'aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et du Comité des commissaires aux comptes de l'ONU, approuvées par l'Assemblée générale . . . . .	42

## Résumé

Le présent rapport rend compte de l'ensemble des dépenses de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016 (exercice 2015/16). La corrélation entre les dépenses de l'exercice et l'objectif de la Base est mise en évidence dans les tableaux du cadre de budgétisation axée sur les résultats correspondant à la composante appui.

Au cours de l'exercice considéré, la Base a poursuivi sa conversion en Centre de services mondial, conformément au résultat final escompté énoncé dans la stratégie globale d'appui aux missions. Elle a continué de regrouper et de rationaliser ses activités d'appui, d'assurer la gestion opérationnelle des services informatiques et de télécommunication, y compris des services géospatiaux, de la logistique et de la chaîne d'approvisionnement à l'échelle mondiale et d'assurer aux missions les services d'appui qui leur sont nécessaires tout au long de leur mandat.

Au cours de l'exercice, le Centre de services mondial a engagé des dépenses d'un montant de 67,1 millions de dollars, ce qui représente un taux d'exécution du budget de 99,9 % (contre des dépenses d'un montant de 66,5 millions de dollars et un taux d'exécution de 94,5 % à l'exercice précédent).

Le dépassement des crédits affectés au personnel civil est principalement imputable à un taux d'occupation des postes plus élevé que prévu pour ce qui concerne les emplois de temporaire (autres que pour les réunions) et au fait que le personnel recruté sur le plan national appartenait à des catégories de rémunération supérieures à celles qui avaient été inscrites au budget. Ce dépassement a été en partie compensé par des dépenses inférieures aux prévisions au titre du personnel recruté sur le plan international, le coefficient d'ajustement ayant été moins élevé que prévu. La sous-utilisation des crédits au titre des dépenses opérationnelles tient principalement au fait que les dépenses au titre des transports terrestres, de la santé et des fournitures, services et matériel divers ont été moins élevées que prévu.

### Exécution du budget : ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; exercice budgétaire allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écart	
			Montant	Pourcentage
Personnel civil	40 473,8	40 743,7	(269,9)	(0,7)
Dépenses opérationnelles	26 683,2	26 355,1	328,1	1,2
<b>Montant brut</b>	<b>67 157,0</b>	<b>67 098,8</b>	58,2	0,1
Recettes provenant des contributions du personnel	6 097,7	6 223,6	(125,9)	(2,1)
<b>Montant net</b>	<b>61 059,3</b>	<b>60 875,2</b>	184,1	0,3
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
<b>Total</b>	<b>67 157,0</b>	<b>67 098,8</b>	<b>58,2</b>	<b>0,1</b>

Le taux d'occupation des emplois de temporaire a connu une augmentation par rapport à l'exercice précédent s'agissant du personnel recruté sur les plans international et national. Cette augmentation a été légèrement compensée par un taux inférieur d'occupation des postes de personnel recruté sur les plans international et national.

### Exécution du budget : ressources humaines

<i>Catégorie</i>	<i>Taux de vacance 2014/15 (pourcentage)<sup>a</sup></i>	<i>Effectif approuvé 2015/16<sup>b</sup></i>	<i>Effectif réel 2015/16 (moyenne)</i>	<i>Taux de vacance 2015/16 (pourcentage)<sup>a</sup></i>
Personnel recruté sur le plan international	11,0	125	109	12,8
Personnel recruté sur le plan national	3,9	292	277	5,1
Emplois de temporaire <sup>c</sup>				
Personnel recruté sur le plan international	60,0	16	14	12,5
Personnel recruté sur le plan national	37,5	19	15	21,1

<sup>a</sup> Compte tenu de l'effectif réel et de l'effectif approuvé, mois par mois.

<sup>b</sup> Niveau maximum de l'effectif autorisé.

<sup>c</sup> Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

Le présent rapport rend également compte de l'état d'avancement de la constitution des stocks pour déploiement stratégique pendant l'exercice 2015/16, comme l'a demandé l'Assemblée générale dans sa résolution 70/288.

### Exécution du budget : stocks pour déploiement stratégique

(En milliers de dollars des États-Unis; exercice budgétaire allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016)

<i>Catégorie</i>	<i>Livrés</i>	<i>Dépenses</i>
Stocks pour déploiement stratégique	23 422,3	36 651,8

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées au chapitre VI du présent rapport.

## I. Introduction

1. Présenté dans le rapport du Secrétaire général en date du 10 mars 2015 (A/69/733/Rev.1), le projet de budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016 s'élevait à un montant brut de 71 696 000 dollars (montant net : 65 324 300 dollars). Dans son rapport sur la question (A/69/839/Add.9), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé que le montant brut de 68 410 442 dollars (montant net : 62 312 742 dollars) soit approuvé pour l'exercice.

2. Par sa résolution 69/309, l'Assemblée générale a approuvé un montant brut de 67 157 000 dollars (montant net : 61 059 300 dollars) au titre des dépenses de la Base pour l'exercice 2015/16. La totalité de ce montant a été mise en recouvrement auprès des États Membres.

3. Dans sa résolution 56/292, l'Assemblée générale avait souscrit au concept de stocks pour déploiement stratégique, tel que présenté dans le rapport du Secrétaire général en date du 14 mars 2002 (A/56/870), et à son application aux fins du déploiement d'une mission complexe, et avait approuvé un montant de 141 546 000 dollars à cet effet. Ces stocks permettent de déployer rapidement les ressources dont les missions ont besoin et de réduire les délais d'achat du matériel indispensable à leur démarrage ou à leur élargissement. Ils constituent une réserve de matériel renouvelable gérée de façon dynamique et constamment évaluée de manière à répondre aux besoins changeants des opérations. Dans sa résolution 59/299, l'Assemblée a approuvé l'intégration des coûts de reconstitution de ces stocks dans le montant des dépenses autorisées, conformément au paragraphe 1 de la section IV de sa résolution 49/233 A. Dans sa résolution 64/269, elle a décidé que, si une décision du Conseil de sécurité concernant la phase de démarrage ou l'élargissement d'une opération de maintien de la paix l'obligeait à engager des dépenses, le Secrétaire général était autorisé, avec l'assentiment préalable du Comité consultatif, à utiliser les stocks pour déploiement stratégique disponibles jusqu'à concurrence d'une valeur de 50 millions de dollars, les stocks devant être reconstitués lorsque le crédit initial aura été ouvert.

## II. Exécution du mandat

### A. Considérations générales

4. La Base de soutien logistique des Nations Unies est installée à Brindisi depuis la fin de 1994. Le 23 novembre 1994, le Secrétaire général et le Gouvernement italien ont signé un mémorandum d'accord régissant l'utilisation des biens et des installations de Brindisi par l'Organisation. Le mémorandum d'accord a par la suite fait l'objet de modifications, la plus récente datant de 2011. Un mémorandum d'accord régissant l'utilisation des installations de Valence (Espagne) par l'Organisation des Nations Unies a été signé par le Secrétaire général et le Gouvernement espagnol le 28 janvier 2009.

5. Au cours de l'exercice considéré, la Base a continué de regrouper et de rationaliser ses activités et ses fonctions d'appui en tant que Centre de services mondial. Elle a poursuivi sa conversion de simple base de soutien logistique assurant essentiellement des services de transport et de distribution en un centre

opérationnel global et intégré. Le Centre de services mondial, qui fonctionne comme une entité unique regroupant la Base logistique de Brindisi et le centre de Valence, se charge de la gestion opérationnelle des services informatiques et de communication, de la logistique et de la chaîne d'approvisionnement à l'échelle mondiale et assure aux missions les services d'appui qui leur sont nécessaires tout au long de leur mandat, depuis la planification et la préparation de leur démarrage jusqu'à leur liquidation.

6. Le Centre de services mondial a fait des progrès dans les domaines de la centralisation des systèmes d'information géospatiale des missions et des services d'appui à distance aux missions. Les services géospatiaux centralisés assurent entre autres les fonctions suivantes : gestion et traitement des images; analyse spatiale et analyses de terrain et de l'environnement; application et développement des technologies géospatiales; normalisation des processus, produits et modèles de données, notamment la création et la gestion de base de données géospatiales intégrées; relevés topographiques et cartographie de base.

7. Les efforts de centralisation ont notamment porté sur la gestion et l'exploitation de l'infrastructure des deux centres de technologie jumeaux de Valence et de Brindisi. Les deux sites sont maintenant regroupés en un système pourvu d'une infrastructure unifiée et centralisée, sûre et très accessible grâce à laquelle ils peuvent fournir leurs services collectivement. Ils ont continué d'héberger les services principaux suivants : la connectivité par satellite à l'échelle mondiale, la messagerie électronique centralisée, Umoja, la sauvegarde des données des missions, le progiciel iNeed, Field Support Suite et bien d'autres applications centralisées.

8. Le centre de Valence a continué d'être utilisé dans le domaine de l'informatique et des communications et il a fourni, avec le centre de technologies de Brindisi, la souplesse et la redondance nécessaires pour assurer l'intégrité des systèmes de télécommunications, des systèmes de données et des progiciels intégrés en cas d'interruption ou de défaillance catastrophique sur un seul site. Il fait partie intégrante des moyens dont l'ONU dispose pour fournir des services mondiaux centralisés dans le domaine des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications.

9. Le Centre de services mondial a optimisé l'accès au réseau longue distance, garantissant ainsi la connectivité au plan mondial. Il a également apporté un appui essentiel à la mise en service d'Umoja, notamment assurant l'analyse de la qualité des données du système antérieur et leur nettoyage.

10. Dans sa résolution 69/274, l'Assemblée générale a demandé à nouveau que les coûts indirects relatifs à la mise en service d'Umoja soient imputés à chaque département. Ces dépenses couvrent notamment les activités préparatoires, telles que la collecte de données et le nettoyage et l'enrichissement de données de base. Ainsi, 17 emplois de temporaire (autres que pour les réunions) ont été créés à titre exceptionnel (10 à Brindisi et 7 à Valence) aux fins du nettoyage et de la création de données de base essentielles au système. Les dépenses engagées ayant trait au maintien de la paix ont été imputées aux budgets des missions de maintien de la paix, sur la base d'une répartition des coûts et dans la limite des ressources approuvées, conformément à la décision de l'Assemblée générale (voir A/70/749, par. 111 et 112).

11. En outre, le Centre de services mondial a continué d'appuyer la mise en service d'Umoja en menant d'autres activités, telles que la création d'un centre de formation à Valence, le renforcement des fonctions du service d'assistance de Brindisi et la consolidation d'autres éléments d'appui technique, tels que la sécurité de l'information et la résilience opérationnelle. Il a continué d'héberger les systèmes Vblock pour Umoja et, grâce au fonctionnement des bases de Brindisi et de Valence comme centres de technologie jumeaux, les services de reprise après sinistre et les dispositifs de sécurité de l'information pour Umoja ont été assurés. La connectivité entre les missions et le Centre a été contrôlée en permanence et garantie 99,9 % du temps. Des services d'assistance de niveau 2 ont fourni un appui opérationnel ou classifié les incidents pour informer l'équipe Umoja en vue de leur règlement par des spécialistes des processus et des analystes des systèmes de gestion (appui de niveau 3). Les crédits supplémentaires demandés au titre de ces activités ont été inscrits aux budgets des missions de maintien de la paix pour l'exercice 2015/16 (voir A/69/751/Rev.1, par. 230 à 235).

12. Le Centre a participé à trois réalisations escomptées au cours de l'exercice, exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après. Ceux-ci présentent les réalisations et les produits par domaines fonctionnels : logistique, technologies géospatiales, informatique et télécommunications; et par unités du Département des opérations de maintien de la paix hébergées à la Base, à savoir la Force de police permanente, le Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires et le Service intégré de formation.

13. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2015/16, effectuée sur la base des cadres de budgétisation axée sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

## **B. Utilisation des crédits**

14. Au cours de l'exercice considéré, la Base a réalisé les objectifs d'étape suivants :

a) Regroupement et centralisation des systèmes d'information géospatiale, englobant la mise en place de l'infrastructure en nuage au Centre de services mondial, regroupement des infrastructures sur le terrain pour faciliter la prestation continue des fonctions centralisées, et élaboration de modèles normalisés pour les produits géospatiaux, les modèles de données et le traitement des flux de travail;

b) Soutien essentiel apporté par l'Unité du génie du Centre au Siège de l'ONU et au Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) aux fins du lancement du projet de Service d'assistance technique rapide pour les questions environnementales et climatiques. Le projet permettra de fournir un appui technique aux missions sur le terrain dans tous les domaines de la gestion de l'environnement et de la gestion des eaux usées (voir A/70/749, par. 120);

c) Poursuite de la centralisation des systèmes, soutien et solutions apportés aux centres de technologie jumeaux de Brindisi et de Valence, présence limitée sur le terrain dans le domaine de l'informatique et des communications, et maintien

d'un niveau optimal d'extensibilité des capacités de prestation de services informatiques et de communications;

d) Achèvement de la septième enquête annuelle mondiale de satisfaction de la clientèle sur le Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications, sur laquelle se fondent le plan de travail de la Base et le plan d'amélioration continue des prestations de services en conformité avec la norme ISO 20000;

e) Regroupement et hébergement de neuf centres de données virtuels assurant la résilience opérationnelle des missions;

f) Installation de 700 panneaux solaires supplémentaires, faisant passer le total de panneaux installés à 2 480, grâce auxquels environ 30 % du total d'électricité consommée (jour et nuit) au centre de Valence ont été produits;

g) Certification ISO 9001 (systèmes de gestion de la qualité) et ISO 14001 (systèmes de management environnemental);

h) Organisation de l'atelier sur la gestion centralisée des stocks à l'échelle mondiale, à l'intention des missions, et conception du manuel portant sur le même sujet, en collaboration avec la Division du soutien logistique du Département de l'appui aux missions;

i) Coordination avec les missions en vue de recenser le matériel excédentaire pouvant être redistribué et approbation du transfert de 827 biens entre missions, d'une valeur totale de 5,1 millions de dollars;

j) Élaboration et mise en œuvre des outils électroniques (portail Web) du programme de sécurité aérienne, au Centre de services mondial et dans quatre missions [Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP), Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) et Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL)].

### **Logistique**

15. Au cours de l'exercice considéré, le Service de la logistique a mené à bien les activités suivantes :

a) Achèvement de l'inventaire annuel, grâce à une analyse des données historiques, de la composition des stocks pour déploiement stratégique et mise en conformité de ces stocks avec l'organisation en modules et les besoins propres à chaque mission;

b) Déploiement d'équipes d'appui aux missions auprès de 19 opérations locales;

c) Services de coordination pour la liquidation du matériel et appui sur le terrain à l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et à la Mission électorale des Nations Unies au Burundi (MENUB);

d) Coordination pour l'établissement de rapports analytiques contenant des recommandations aux missions concernant la planification globale des achats, et remise de ces rapports;



- e) Échange d'informations, visant à s'assurer que l'acquisition des biens des missions, qui sont soutenues par le Département de l'appui aux missions, se fasse auprès des sources les plus appropriées et les plus efficaces en termes de coût, en recensant des fournisseurs potentiels et en formulant des conseils à leur sujet, mobilisant ainsi les ressources disponibles de l'Organisation et réduisant les besoins en matière de procédures d'achat;
- f) Examen de demandes présentées pour avis technique concernant des travaux de génie civil nécessitant la mise en œuvre de procédures d'achat;
- g) Appui technique en matière de génie, au moyen de l'élaboration de documents techniques et de visites sur le terrain auprès des missions;
- h) Analyses périodiques menées au niveau mondial des rapports sur l'évolution des stocks, mettant l'accent sur les catégories de biens pour informer la prise de décisions concernant la réduction globale du niveau des stocks des missions;
- i) Réalisation de deux enquêtes sur le taux de satisfaction des clients concernant la qualité de l'appui logistique fourni;
- j) Contrôle et suivi centralisés de l'ensemble des déplacements stratégiques aériens par le système de localisation mondial, y compris l'analyse coûts-avantages et le choix des appareils, afin de réduire les dépenses régionales de fonctionnement de la flotte et de l'utiliser au mieux;
- k) Contrôle et suivi des vols de la flotte aérienne des Nations Unies;
- l) Services de manutention au sol, services d'information météorologique, aide pour l'obtention de droits de circulation dans l'espace aérien italien et appui pour tous les aéronefs en service au Centre de services mondial;
- m) Établissement de rapports sur les indicateurs de résultats liés à l'activité de vols de la flotte aérienne du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions, et publication des rapports par type d'aéronef.

#### **Technologies géospatiales, informatique et télécommunications**

16. Le Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications a mené à terme les activités suivantes :

- a) Poursuite de la restructuration du Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications afin qu'il devienne prestataire de services unique sous une direction technologique commune, lui permettant de fournir des services de connectivité et d'hébergement aux niveaux garantis;
- b) Poursuite de l'hébergement et de l'appui fournis à Umoja, au progiciel iNeed et à d'autres applications dont l'hébergement est centralisé;
- c) Maintenance des applications géospatiales et des projets de visualisation géographique des données et exécution de produits de géographie opérationnelle dans les missions;
- d) Gestion centralisée de trois bases de données géospatiales mondiales;
- e) Analyses spatiales et de terrain à distance, traitement d'images, conception de produits de surveillance et de contrôle pour les missions;

f) Appui à distance efficient aux missions, principalement à la MINUSCA et à la MINUSMA, y compris disponibilité, 24 heures sur 24, d'un personnel d'appui hautement spécialisé et exclusivement chargé de cette tâche; déploiement, administration et contrôle centralisés des infrastructures internes des missions; intensification de la normalisation; mise en œuvre de mécanismes de redondance locale et géographique, et recherche de l'efficience dans la prestation de services. Les services prestés au cours de l'exercice considéré ont consisté en des services d'appui aux applications, aux réseaux longue distance, aux réseaux locaux et aux réseaux par satellite, des services d'audioconférence et de visioconférence et un appui aux dispositifs de sauvegarde et de reprise après sinistre;

g) Appui continu aux systèmes audio et vidéo et aux systèmes de données hébergés et gérés par le Centre de services mondial à Brindisi et à Valence;

h) Regroupement de la largeur de bande sur trois satellites au lieu de quatre, en vue de la mise en œuvre du système d'allocation dynamique de largeur de bande.

### **Appui à la Base**

17. Le Service de l'appui à la Base a mené à bien les activités suivantes :

- a) Services de gestion et d'appui administratif au personnel civil;
- b) Coordination des activités de formation y compris des séances d'information médicale;
- c) Services d'appui administratif à la MANUL, dont huit postes sont intégrés au Centre de services mondial.

18. Le Bureau régional de la sécurité aérienne a mené à bien les activités suivantes :

- a) Organisation de huit visites de contrôle de la sécurité aérienne auprès de quatre missions;
- b) Préparation de deux exercices réels dans le cadre du plan d'intervention d'urgence en cas d'accident aérien.

19. Le Groupe des organes centraux de contrôle pour le personnel des missions a mené à bien les activités suivantes :

- a) Achèvement de la vérification des références des candidats présélectionnés;
- b) Approbation des personnes à inscrire sur la liste des candidats présélectionnés;
- c) Traitement des demandes d'indemnité pour frais d'études émanant du personnel des missions.

20. Le Groupe de la gestion des marchés des missions a mené à bien les activités suivantes :

- a) Fourniture de modèles de cahiers des charges;
- b) Fourniture de conseils, de documents d'orientation et d'instructions permanentes destinés à soutenir la politique de gestion des marchés;

c) Mise en place et gestion d'un réseau en ligne de spécialistes de la gestion des marchés.

### **Unités hébergées**

21. Les unités hébergées du Département des opérations de maintien de la paix ont mené à bien les activités suivantes :

#### *Force de police permanente*

a) Assistance à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), à l'UNFICYP, à la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), à la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL), à la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), au Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS), à la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM) et à la MANUL, par le déploiement de ses experts;

b) Appui au renforcement des capacités du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Tchad et en Sierra Leone dans le cadre de la Cellule mondiale de coordination des activités policières, judiciaires et pénitentiaires de promotion de l'état de droit au lendemain de conflits et d'autres crises;

c) Appui au démarrage de la Mission des Nations Unies en Colombie;

d) Appui à la composante police de la MINUL dans le cadre de la réduction des effectifs de la mission;

e) Participation à sept missions d'évaluation, concernant notamment la MINUSS, la MONUSCO, la MINUSCA et la MINUAD ainsi qu'à la mission d'évaluation réalisée par l'Association des conseillers militaires et conseillers pour les questions de police, et à quatre conférences internationales sur des questions de police;

#### *Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires*

f) Assistance et appui à quatre missions;

g) Conduite de missions d'évaluation des opérations en vue d'aider cinq missions;

h) Participation à une conférence internationale sur les questions pénitentiaires;

#### *Service intégré de formation*

i) Organisation de cours de formation du personnel civil préalable au déploiement à l'intention de 414 membres du personnel.

### **Dépenses (sites de Brindisi et de Valence)**

22. Au paragraphe 15 de sa résolution 70/288, l'Assemblée générale a prié à nouveau le Secrétaire général de lui présenter une ventilation des ressources et dépenses nécessaires pour la Base de soutien logistique des Nations Unies et le

centre de Valence. Le tableau 1 présente les dépenses pour l'exercice 2015/16 ventilées par site. Une distinction a été opérée pour les dépenses liées au personnel civil, aux voyages et aux services médicaux, en fonction des postes et emplois de temporaire autorisés dans chaque site. Concernant les dépenses opérationnelles, une distinction a été établie suivant que les commandes étaient passées par le site de Valence ou par celui de Brindisi. Quant aux commandes passées par le Siège, leurs coûts ont été imputés à Brindisi lorsqu'elles ne concernaient pas un site en particulier. L'utilisation du budget approuvé pour l'exercice 2015/16 n'a pas fait l'objet de contrôles spécifiques par site. Toutefois, pour l'exercice 2016/17, le Centre de services mondial utilisera les fonctionnalités d'Umoja pour enregistrer les dépenses des deux sites du Centre.

Tableau 1  
**Analyse des dépenses pour l'exercice 2015/16, par lieu d'implantation**

(En milliers de dollars des États-Unis; exercice budgétaire allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016)

Catégorie	Brindisi <sup>a</sup>	Valence	Total	Pourcentage du total	
				Brindisi	Valence
	(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4) = (1)/(3)	(5) = (2)/(3)
<b>Personnel civil</b>					
Personnel recruté sur le plan international	17 065,0	1 324,0	<b>18 389,0</b>	92,8	7,2
Personnel recruté sur le plan national	18 083,6	1 048,5	<b>19 132,1</b>	94,5	5,5
Volontaires des Nations Unies	–	–	–	–	–
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	2 670,3	552,3	<b>3 222,6</b>	82,9	17,1
<b>Total partiel</b>	<b>37 818,9</b>	<b>2 924,8</b>	<b>40 743,7</b>	<b>92,8</b>	<b>7,2</b>
<b>Dépenses opérationnelles</b>					
Consultants	520,6	0,2	<b>520,8</b>	100,0	–
Voyages	1 025,3	75,5	<b>1 100,8</b>	93,1	6,9
Installations et infrastructures	7 242,3	1 582,1	<b>8 824,4</b>	82,1	17,9
Transports terrestres	806,2	34,6	<b>840,8</b>	95,9	4,1
Transports aériens	60,7	–	<b>60,7</b>	100	–
Transports maritimes ou fluviaux	–	–	–	–	–
Communications	2 832,4	485,5	<b>3 317,9</b>	85,4	14,6
Informatique	7 752,6	2 528,2	<b>10 280,8</b>	75,4	24,6
Santé	34,7	2,5	<b>37,2</b>	93,3	6,7
Matériel spécial	–	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	1 332,5	39,2	<b>1 371,7</b>	97,1	2,9
Projets à effet rapide	–	–	–	–	–
<b>Total partiel</b>	<b>21 607,3</b>	<b>4 747,8</b>	<b>26 355,1</b>	<b>82,0</b>	<b>18,0</b>
<b>Total brut</b>	<b>59 426,2</b>	<b>7 672,6</b>	<b>67 098,8</b>	<b>88,6</b>	<b>11,4</b>

<sup>a</sup> Les dépenses imputables à Brindisi englobent toutes les dépenses correspondant au lieu d'affectation de Brindisi et celles qui sont imputables au Siège.

### Entités hébergées à Brindisi et à Valence

23. Au paragraphe 55 de son rapport (A/69/839/Add.9), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de lui présenter, dans ses futurs rapports sur l'exécution du budget et projets de budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies, des informations sur tout le personnel occupant les locaux de Brindisi et de Valence, ainsi que des précisions sur les modalités administratives et le recouvrement des coûts, les frais de location et d'entretien, les recettes perçues et toute autre information pertinente sur l'utilisation des locaux de l'Organisation des Nations Unies.

24. Au cours de l'exercice considéré, le Centre de services mondial a accueilli à Brindisi et à Valence des membres du personnel de soutien d'autres entités. L'Administration a élaboré un cadre complet de recouvrement des coûts liés à l'utilisation des installations par le personnel de soutien ne relevant pas de la Base. Le coût des charges (nettoyage, jardinage, sécurité et entretien) est calculé au prorata. Certains membres du personnel de ces entités ne relevant pas de la Base, y compris tous les membres du personnel du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, ont travaillé sur des projets de services partagés dans le cadre d'un accord de financement conclu directement avec le Département de l'appui aux missions. Il n'y a eu aucun recouvrement de coûts concernant ce personnel. Pour le personnel travaillant sur d'autres projets et ne relevant pas du Département de l'appui aux missions, dont certains membres du personnel du Centre international de calcul, les coûts ont été recouverts au titre des services de gestion des installations.

25. Au 30 juin 2016, 369 membres du personnel de soutien d'autres entités occupaient des locaux du Centre de services mondial (voir le tableau 2 ci-dessous).

Tableau 2

#### Analyse de l'occupation des locaux du Centre de services mondial par lieu d'implantation au 30 juin 2016

<i>Occupation au 30 juin 2016</i>	<i>Brindisi</i>	<i>Valence</i>	<b>Total</b>
Centre international de calcul	67	127	<b>194</b>
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets	63	111	<b>174</b>
Bureau de l'informatique et des communications	–	1	<b>1</b>
<b>Total</b>	<b>130</b>	<b>239</b>	<b>369</b>

#### Services fournis à d'autres entités et recouvrement des coûts

26. Au paragraphe 68 de son rapport (A/70/742/Add.9), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a estimé qu'il fallait permettre à l'Assemblée générale de mieux comprendre les services fournis à d'autres entités du Secrétariat et ne relevant pas du Secrétariat et lui donner un aperçu complet des ressources mises à la disposition de la Base de soutien logistique des Nations Unies. Il a recommandé que des informations complètes et transparentes sur les dépenses engagées et les recettes perçues pour tous les services fournis à d'autres entités du

Secrétariat et ne relevant pas du Secrétariat soient systématiquement incorporées dans les futurs rapports sur l'exécution du budget et projets de budget. Les postes extrabudgétaires financés au moyen des recettes provenant du recouvrement des coûts devraient également être pris en compte dans l'organigramme, accompagnés de la mention qui convient.

27. Lors de l'exercice 2015/16, le Centre de services mondial avait des accords de prestation de services avec 12 entités en vertu desquels le Centre a fourni, en appliquant le principe du recouvrement des coûts et en utilisant la fonctionnalité de prestation de services d'Umoja, des services de connexion, de stockage des données, de télécommunications, d'hébergement de centres de données, d'hébergement d'applications, de suivi des événements, de sécurité informatique et de résilience opérationnelle, des services internes et des services liés au système d'information géographique. Les coûts ont été calculés sur la base du barème des services et ont permis de générer 4,2 millions de dollars de recettes au cours de la période considérée. Les recouvrements des coûts réalisés au cours de l'exercice 2015/16 sont présentés dans le tableau 3 ci-dessous.

**Tableau 3**  
**Analyse des remboursements reçus au cours de l'exercice 2015/16 au titre du recouvrement des coûts**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Entité bénéficiant d'un appui</i>	<i>Services fournis</i>	<i>Montant</i>
Bureau de l'informatique et des communications	Services d'hébergement (hébergement de serveurs); stockage des données (fourniture, réplication et sauvegarde); services de connexion (liaison louée, réseau Internet, réseau privé virtuel site à site); suivi des événements	2 858,0
Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	Services d'hébergement (infrastructure à la demande, hébergement de serveurs); stockage des données (fourniture, sauvegarde, réplication, résilience opérationnelle); services d'application (base de données); services de connexion (liaison louée, réseau privé virtuel site à site, accès client au réseau privé virtuel/à l'infrastructure de bureau virtuel, Internet); suivi des événements	450,1
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	Services d'hébergement (baies de stockage, hébergement de serveurs, infrastructure à la demande); stockage des données (fourniture, sauvegarde, réplication, résilience opérationnelle); services d'application (base de données, Domino); services de connexion (liaison louée, Internet, accès client au réseau privé virtuel/à l'infrastructure de bureau virtuel); suivi des événements	284,8
Centre international de calcul	Services d'hébergement (baies de stockage); services de connexion (réseau Internet, liaison informatique); services internes (bureaux)	276,5
Département des affaires économiques et sociales	Services d'hébergement (hébergement de serveurs); stockage des données (fourniture, sauvegarde); services d'application (base de données); services de connexion (liaison louée, réseau Internet, accès client au réseau privé virtuel/à l'infrastructure de bureau virtuel); suivi des événements	176,9
Département de la sûreté et de la sécurité	Services d'application (courrier électronique); services de connexion (réseau Internet)	95,5

<i>Entité bénéficiant d'un appui</i>	<i>Services fournis</i>	<i>Montant</i>
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	Services de connexion (compression des réseaux, services d'experts pour réseaux) stockage des données (sauvegarde); services d'hébergement (hébergement de serveurs); suivi des événements	32,0
Tribunal spécial pour le Liban	Services d'application (courrier électronique); services de connexion (réseau privé virtuel site à site)	30,2
Mécanisme de surveillance de l'aide humanitaire en République arabe syrienne	Services de connexion (liaison informatique); télécommunications (voix); suivi des événements	26,6
Corps commun d'inspection	Stockage des données (fourniture, sauvegarde); services d'application (base de données, SharePoint, Web); services de connexion (réseau Internet)	25,8
Programme alimentaire mondial	Services d'hébergement (baies de stockage); services de connexion (réseau Internet, liaison informatique, liaison hertzienne); télécommunications (voix); services internes (bureaux)	14,7
<b>Total</b>		<b>4 271,1</b>

28. Le Centre de services mondial a utilisé les montants recouverts par l'intermédiaire du fonds de recouvrement des coûts afin de financer les installations et les infrastructures consacrées aux technologies de l'information et des communications nécessaires pour honorer les accords de prestation de services conclus avec ses clients. De plus, au cours de l'exercice 2015/16, le Centre a eu recours aux services d'un coordonnateur principal pour l'informatique et les communications (P-5), qui occupe un nouveau poste temporaire financé par des fonds extrabudgétaires recouverts à la suite de la fourniture de services et est chargé de la coordination et de la gestion des recettes provenant du recouvrement des coûts. Ce poste, qui est le seul à être financé par des fonds extrabudgétaires recouverts, apparaîtra dans l'organigramme du Centre de services mondial qui figurera dans ses prochains projets de budget.

### **Équipes mondiales d'appui aux missions**

29. Au paragraphe 58 de son rapport (A/70/742/Add.9), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a noté que, en ce qui concerne l'indicateur de succès 1.2.3 (les équipes d'appui aux missions sont déployées dans les 15 jours suivant l'approbation du déploiement), aucune information correspondante n'avait été donnée dans le rapport sur l'exécution du budget pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2015 (A/70/609). Au chapitre V.B du projet de budget pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017 (A/70/779), le Secrétaire général a indiqué que le projet pilote d'équipes mondiales d'appui aux missions n'avait pas répondu aux attentes et qu'il avait donc été abandonné. Le Comité consultatif a recommandé que le Secrétaire général soit prié de faire le point sur cette question dans son prochain projet de budget et dans les rapports sur l'exécution des budgets correspondants.

30. Comme indiqué dans le rapport sur l'exécution du budget [A/70/609, par. 27 d)], le projet pilote d'équipes mondiales d'appui aux missions n'ayant pas répondu aux attentes, il a été abandonné. Il convient de rappeler qu'en 2014 le Centre a lancé, à titre d'essai, le projet pilote d'équipes mondiales d'appui aux missions, dans le cadre duquel il a constitué une base de données regroupant les

noms de plus de 100 membres du personnel de terrain dotés de diverses compétences logistiques, techniques et administratives. Le projet pilote a d'abord été déployé dans trois missions (FINUL, ONUCI et MONUSCO), mais il n'a pas été jugé concluant car les missions étaient peu disposées à détacher des membres de leur personnel en raison de la réduction généralisée des crédits qui leur étaient accordés au titre des postes. Par ailleurs, plusieurs facteurs ont compliqué la gestion de la liste de réserve, notamment les conditions de délivrance des certificats d'aptitude médicale, les conditions d'obtention d'un laissez-passer, l'indisponibilité du personnel, l'organisation des voyages, les coûts de formation, les formalités de visa et d'autres problèmes imprévus. Par conséquent, la haute direction a jugé que le projet pilote n'avait pas été concluant et il a été abandonné. Depuis, ni efforts ni ressources n'ont été mobilisés au profit du concept d'équipes mondiales d'appui aux missions.

#### **Postes et ressources fournis par d'autres missions**

31. Au paragraphe 24 de son rapport (A/69/839/Add.9), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a estimé qu'il importait de préciser davantage les divers arrangements qui avaient été prévus en vue de la prestation d'un appui administratif aux missions et de faire preuve d'une transparence totale en ce qui concernait les ressources mises à la disposition de la Base de soutien logistique des Nations Unies et les accords de recouvrement des coûts. Il a donc recommandé à l'Assemblée générale de demander au Secrétaire général de fournir dorénavant, dans ses rapports sur l'exécution du budget et dans ses projets de budgets relatifs à la Base de soutien logistique, des renseignements détaillés sur les postes, emplois de temporaire et autres ressources mis à disposition par les missions ou les bureaux, y compris les services fournis à chaque mission. Dans le même temps, il convient d'indiquer clairement dans les budgets des missions les ressources correspondantes ayant été affectées à la Base de soutien logistique ou ayant fait l'objet d'une réduction. Le Secrétaire général devrait également préciser quels sont les paramètres budgétaires qui ont été appliqués aux dépenses prévues au titre de postes ou d'emplois de temporaire mis à la disposition de la Base de soutien logistique, notamment au moyen d'une affectation (traitements, autres dépenses de personnel, dépenses communes de personnel, personnel temporaire, taux de vacance de postes, dépenses de fonctionnement connexes et tout autre facteur pertinent), ainsi qu'une estimation relative des ressources nécessaires, s'agissant des postes ou des emplois de temporaire, s'ils avaient été maintenus à la mission, au service ou au bureau qui fournit ces capacités.

32. Conformément aux ressources autorisées pour la MANUL pour l'exercice biennal 2016-2017, le Centre a accueilli huit fonctionnaires de cette mission recrutés sur le plan national, dont les postes sont imputés au budget de la MANUL. Aucun autre poste ni aucune autre ressource n'ont été fournis par une autre mission.

#### **Exécution financière**

33. Le taux d'exécution global du budget pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016 a été de 99,9 %. Les dépenses de l'exercice 2015/16 se sont élevées à 67 098 800 dollars, ce qui laisse un solde inutilisé de 58 200 dollars. Le nombre plus élevé que prévu de postes pourvus relevant de la catégorie du personnel temporaire (autre que pour les réunions) ainsi que le montant plus élevé que prévu des dépenses engagées au titre du personnel recruté sur le plan national, en raison



des classes et échelons plus élevés que prévu du personnel, ont eu des incidences sur les résultats financiers du Centre au cours de la période considérée. Cela a conduit à un dépassement des dépenses engagées au titre du personnel civil, qui a été en partie compensé par la sous-utilisation des crédits au titre du personnel recruté sur le plan international, en raison d'un coefficient d'ajustement moindre que prévu.

34. Le montant des dépenses opérationnelles s'est établi à 26 355 100 dollars, soit 98,8 % des crédits alloués à cette rubrique. Cela tient au fait que les dépenses engagées au titre des rubriques suivantes ont été inférieures aux prévisions : services médicaux, transports terrestres, et fournitures, services et matériels divers; cette sous-utilisation des crédits a été en partie contrebalancée par des dépenses plus élevées que prévu au titre d'autres rubriques, en particulier la rubrique Installations et infrastructures. Une analyse des écarts figure au chapitre IV du présent rapport.

35. Au cours de l'exercice considéré, le Centre de services mondial a exécuté à Brindisi plusieurs projets de rénovation, y compris la remise en état d'un bâtiment pour répondre aux besoins en matière d'informatique, la modernisation et l'homologation des installations électriques dans trois bâtiments, l'installation de projecteurs alimentés par l'énergie solaire autour du site de Brindisi et la construction à Valence d'un hangar destiné à l'entreposage des remorques pour terminaux de données mobiles et antennes.

### **C. Partenariats, coordination avec l'équipe de pays et missions intégrées**

36. Le Centre de services mondial a fourni des liaisons par satellite et apporté un appui informatique aux fins de plusieurs séances de formation organisées par le Programme alimentaire mondial (PAM) sur son site de San Vito. En outre, le Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications a continué de fournir un appui aux services de téléphonie et de données nécessaires à l'Entrepôt de fournitures humanitaires des Nations Unies du PAM. Enfin, des services en matière d'informatique de bureau, de téléphonie par Internet et de réseaux informatiques ont été dispensés au Centre international de calcul et au Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, sur la base du recouvrement des coûts.

37. Par l'intermédiaire de la Force de police permanente, le Centre de services mondial a également continué de resserrer ses partenariats avec d'autres organisations régionales telles que l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et l'Union européenne. La Force de police permanente a en outre continué de fournir au Centre d'excellence pour les unités de police de stabilisation, situé à Vicenza (Italie), un appui à la formation, en proposant des programmes sur le maintien de la paix. Par ailleurs, dans le cadre de la Cellule mondiale de coordination des activités policières, judiciaires et pénitentiaires, elle a assisté le PNUD dans ses activités au Tchad, le PNUD ayant pris en charge les frais de voyage.

38. Pendant la période considérée, le Directeur du Centre de services mondial est demeuré le coordonnateur de secteur (sécurité) pour l'ensemble des entités des Nations Unies présentes dans la région, dont l'Entrepôt de fournitures humanitaires

des Nations Unies, le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets et le Centre international de calcul.

39. Le Bureau régional de la sécurité aérienne du Centre de services mondial a continué de développer la coopération régionale entre les missions en fournissant conseils et assistance aux missions concernées en matière d'élaboration, de mise en œuvre et de gestion de programmes de sécurité aérienne et en veillant au respect des politiques, directives et procédures établies par le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions dans le domaine de la sécurité aérienne.

## D. Cadres de budgétisation axée sur les résultats

**Réalisation escomptée 1.1** : Amélioration de l'appui opérationnel et technique apporté aux missions de maintien de la paix et aux autres missions

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
Tous les mouvements stratégiques aériens sont contrôlés et suivis de façon centralisée par le système de suivi mondial et il est procédé à une analyse des coûts et des avantages et au choix des appareils afin de réduire les dépenses de fonctionnement de la flotte au niveau régional et d'utiliser celle-ci au mieux.	Objectif atteint : 100 % des mouvements stratégiques aériens ont fait l'objet d'un contrôle et d'un suivi centralisés.
Des services de manutention au sol sont fournis dans les délais à tous les appareils du Département des opérations de maintien de la paix, du Département de l'appui aux missions et du PAM décollant de l'aéroport de Brindisi ou y atterrissant.	Objectif atteint : 100 % des appareils ont bénéficié de services de manutention au sol.
95 % des demandes présentées par les missions en vue d'obtenir des articles entrant dans la composition des stocks pour déploiement stratégique ou de la réserve de matériel de l'ONU ou faisant partie des biens excédentaires des missions sont honorées dans les 2 jours ouvrables qui suivent la demande.	Objectif atteint : 287 des 292 demandes présentées ont été honorées dans les 2 jours ouvrables.
Des services d'appui technique (génie) sont systématiquement fournis dans les délais aux missions, notamment sous forme de solutions techniques ciblées ou de visites sur place.	Objectif atteint : des services d'appui technique (génie) ont été systématiquement fournis dans les délais.
95 % des demandes d'entretien des véhicules et des groupes électrogènes de la Base de soutien logistique sont traitées dans les 2 jours ouvrables.	84 % des demandes d'entretien des véhicules et des groupes électrogènes de la Base de soutien logistique ont été traitées dans les 2 jours ouvrables. Dans certains cas, les délais ont été plus longs en raison de réparations de la carrosserie nécessitant un lourd travail manuel ou l'achat de pièces de rechange, par exemple pour les véhicules lourds ou le matériel de manutention.

Le réseau longue distance est disponible 99,9 % du temps.	Objectif atteint : le réseau a été disponible 99,96 % du temps.
Les applications des missions hébergées centralement sont disponibles 99,85 % du temps.	Objectif atteint : les applications ont été disponibles 99,96 % du temps.
Les services hébergés centralement sont disponibles 99,9 % du temps.	Objectif atteint : les services ont été disponibles 99,96 % du temps.
Umoja et l'infrastructure d'appui sont disponibles 99,9 % du temps.	Objectif atteint : Umoja et l'infrastructure d'appui ont été disponibles 99,97% du temps.
Tous les produits géographiques demandés sont fournis dans les délais fixés, les services géographiques le sont dans un délai de 10 jours et les analyses de l'espace et du terrain sont effectuées dans les 3 mois suivant le dépôt de la demande par une mission ou un bureau.	Objectif atteint : tous les délais ont été respectés.
Les services centralisés de gestion et de traitement des images, y compris les produits dérivés à valeur ajoutée, sont fournis dans le mois qui suit le dépôt d'une demande par une mission ou un bureau.	Objectif atteint : le délai a été respecté.
Les applications géospatiales et les outils de décision sont fournis dans un délai de 3 à 5 mois à compter du dépôt d'une demande par une mission ou un bureau.	Objectif atteint : le délai a été respecté.

*Produits prévus*

*Produit(s)  
exécuté(s) :  
oui/non  
ou nombre      Observations*

### **Service de la logistique**

Fourniture aux missions d'un appui technique dans le domaine du génie	Oui	Un appui technique à distance a été fourni à 12 missions moyennant l'élaboration de documents techniques et de 5 visites dans des missions de maintien de la paix (Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie (BANUS), MINUK, MINUSS et MINUSMA) et au Siège.
Portail en ligne pour les activités relatives au génie, dont la gestion et la mise à jour sont assurées chaque semaine, et traitement de toutes les demandes d'accès à la base de données	Oui	La gestion et la mise à jour du portail en ligne pour les activités relatives au génie ont été assurées chaque semaine. Toutes les demandes d'accès à la base de données ont été traitées.
Examen et traitement des demandes d'agrément technique des projets de génie civil prévus dans les missions pour lesquels les décisions concernant les marchés sont prises au niveau local	Oui	42 demandes d'agrément technique émanant des missions ont été examinées et traitées.

Examen annuel de la composition des stocks pour déploiement stratégique en vue de répondre aux besoins des missions et de garantir une rotation optimale des stocks	Oui	L'examen annuel de la composition des stocks pour déploiement stratégique s'est achevé en juin 2016.
Coordination avec les missions en vue de recenser le matériel excédentaire pouvant être redistribué	Oui	Le Centre a approuvé le transfert entre missions de 827 biens pour une valeur totale de 5,1 millions de dollars.
Vérification du bon état de marche du matériel entrant dans la composition des stocks pour déploiement stratégique, de la réserve de matériel de l'ONU et du stock de véhicules et de groupes électrogènes de la Base de soutien logistique	Oui	Tout le matériel entrant dans la composition des stocks pour déploiement stratégique, de la réserve de matériel de l'ONU et du stock de véhicules et de groupes électrogènes de la Base de soutien logistique était en bon état de marche.
Fourniture de services de manutention au sol, de services d'information météorologique, d'une aide pour l'obtention de droits de circulation dans l'espace aérien italien et de services d'appui pour tous les aéronefs en service au Centre de services mondial	Oui	Une aide a été fournie pour 4 appareils en partance ou à destination du Centre de services mondial de Brindisi.
Services centralisés de planification et de programmation de tous les mouvements aériens stratégiques des Nations Unies	Oui	Des services centralisés de planification et de programmation ont été assurés pour la totalité des 59 mouvements aériens stratégiques des Nations Unies.
Contrôle et suivi de tous les vols de la flotte aérienne des Nations Unies	Oui	Un contrôle et un suivi ont été assurés pour tous les vols de la flotte aérienne des Nations Unies.
Publication de rapports réguliers sur l'utilisation de la flotte stratégique aux fins de la veille stratégique et de l'analyse des coûts	Oui	13 rapports réguliers ont été publiés.
Fourniture d'un appui à tous les appareils affrétés par l'ONU, en service au Centre de services mondial	Oui	Un appui a été fourni aux 4 appareils en service au Centre de services mondial.
Élaboration et organisation de stages de formation à la logistique à l'intention du personnel des missions	Oui	437 membres du personnel ont suivi 37 stages de formation dans les domaines de l'entreposage, des marchandises dangereuses, de l'entretien technique des véhicules, de l'aviation, de la gestion des achats, de la réquisition et de la conduite défensive.
Inventaire physique de toutes les immobilisations corporelles du Centre de services mondial, comme prescrit par les Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS)	100	Pour cent des immobilisations corporelles du Centre de services mondial ont été inventoriées.

Codification complète, conformément aux normes de prestation de services en vigueur et aux données articles d'Umoja, de tous les bons de commande émanant des missions

Oui La codification a été achevée conformément aux normes de prestation de services en vigueur.

### **Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications**

Traitement des images et génération de produits dérivés de surveillance et de contrôle pour 1 330 km<sup>2</sup> de terrain, reconnaissance des caractéristiques pour 11 960 km<sup>2</sup>, cartographie topographique de 102 560 km<sup>2</sup> et cartographie thématique de 60 000 km<sup>2</sup> de terrain

2 375 km<sup>2</sup> de terrain ont été couverts par des activités de traitement d'images et de génération de produits dérivés de surveillance et de contrôle. La superficie couverte est supérieure à celle prévue en raison des demandes de produits supplémentaires.

12 000 km<sup>2</sup> de terrain ont été couverts par des activités de reconnaissance des caractéristiques aux fins de la cartographie urbaine.

103 502 km<sup>2</sup> de terrain ont fait l'objet d'une cartographie topographique. Des opérations de cartographie topographique ont été effectuées pour le Bureau d'appui des Nations Unies pour la Mission de l'Union africaine en Somalie (92 cartes), la MONUSCO (20 cartes) et la FISNUA (23 cartes).

40 243 km<sup>2</sup> de terrain ont fait l'objet d'une cartographie thématique. Le produit est inférieur aux prévisions en raison d'un retard dans la validation de la demande de cartographie urbaine présentée en juin par la FISNUA (20 000 km<sup>2</sup>).

Maintenance de 8 applications géospatiales et de 9 applications de géovisualisation des données et élaboration de 55 produits géographiques d'appui aux opérations dans les missions

9 Applications géospatiales ont été développées et tenues à jour. Le produit est supérieur aux prévisions en raison d'une demande de développement d'une application supplémentaire présentée par la MINUSS.

10 Applications de géovisualisation des données ont été développées. Le produit est supérieur aux prévisions en raison d'une demande supplémentaire présentée par la MINUSMA.

Organisation, à l'intention du personnel des missions de maintien de la paix, de 3 cours de perfectionnement consacrés aux systèmes d'information géographique		54	Produits géographiques d'appui aux opérations ont été générés. Le nombre de produits générés est inférieur aux prévisions en raison du nombre moins élevé de demandes émanant des missions.
		3	Cours de perfectionnement ont été consacrés aux systèmes d'information géographique.
Gestion centralisée de 3 bases de données géospatiales mondiales		3	Bases de données géospatiales mondiales ont fait l'objet d'une gestion centralisée.
Analyses spatiales et analyses de terrain visant à évaluer la présence d'eau souterraine sur 25 000 000 m <sup>2</sup> , sélection de sites propres à l'installation de camps et réalisation du profil topographique de 36 000 km <sup>2</sup> au maximum, analyse en visibilité directe de 1 000 km <sup>2</sup> et détermination de l'aptitude à la circulation de 50 000 km <sup>2</sup> de terrain	851 000 000		m <sup>2</sup> ont fait l'objet d'analyses spatiales et d'analyses de terrain. Le produit est supérieur aux prévisions en raison des demandes supplémentaires présentées par la FNUOD, la MINUSCA et la MINURSO correspondant à 12 sites supplémentaires.
		100	km <sup>2</sup> ont été sélectionnés pour l'installation de camps. Le produit est inférieur aux prévisions en raison de la diminution de l'activité d'imagerie.
		4 810	km <sup>2</sup> ont été couverts par les analyses en visibilité directe. Le produit est supérieur aux prévisions en raison de l'analyse de 3 sites supplémentaires à Conakry, Freetown et Tunis.
		Aucune	Analyse n'a été réalisée pour déterminer l'aptitude à la circulation. Aucune demande n'a été reçue pendant l'année.
Fourniture de services techniques de gestion de la bande passante satellite afin de garantir une efficacité supérieure à 1,7 bit par hertz et une disponibilité équivalant à 20 mégabits dans la zone couverte par le téléport, dans la perspective du déploiement de nouvelles missions		1,83	Bit par hertz d'efficacité a été garanti pour la bande passante satellite. Le produit est supérieur aux prévisions en raison de la migration de sites.
		28	Mégabits de disponibilité de bande passante ont été garantis. Le produit est supérieur aux prévisions en raison de la location de capacités satellitaires supplémentaires.
Services de téléphonie, de visioconférence et de transmission de données et appui à distance pour un réseau satellitaire (30 systèmes d'émission-réception, 2 téléports et 4 satellites)		34	Systèmes d'émission-réception. Le produit est supérieur aux prévisions en raison d'une restructuration des contrats de location de bande passante.
		2	Téléports

<p>Organisation et préparation des postes avancés de communications par satellite dans le cadre du démarrage ou du renforcement de missions dans les 5 jours ouvrables suivant la réception de la demande</p>	3	<p>Satellites. Seuls trois satellites ont été conservés dans le réseau en prévision du système d'attribution dynamique de la bande passante, et les mêmes services ont été fournis.</p>
	Non	<p>Aucune demande n'a été reçue pendant l'année.</p>
<p>Hébergement, maintenance et appui centralisés concernant 40 applications et le système de gestion des ressources humaines Inspira, pour toutes les missions, le Secrétariat et les programmes des Nations Unies; maintenance et gestion de l'acheminement des messages électroniques pour 46 000 boîtes aux lettres et de la réplication des messages pour les opérations mondiales; administration des activités de sauvegarde portant sur 1 000 téraoctets (niveau 2) et 1 500 téraoctets (niveau 3) dans le cadre de la continuité des opérations et de la reprise après sinistre des missions; gestion de 2 600 machines virtuelles, de 400 serveurs physiques et d'une capacité de stockage de 2 000 téraoctets</p>	47	<p>Applications ont été hébergées de façon centralisée. Le produit est supérieur aux prévisions en raison des demandes supplémentaires reçues.</p>
	47 960	<p>Boîtes aux lettres et répliqués de courriers ont été gérées. Le produit est supérieur aux prévisions en raison de besoins opérationnels supplémentaires.</p>
	740	<p>Téraoctets (niveau 2) de capacité de sauvegarde</p>
	1 547	<p>Téraoctets (niveau 3) de sauvegarde. Le produit est supérieur aux prévisions en raison du plus grand nombre de machines virtuelles demandées pour appuyer le plan de reprise après sinistre des applications existantes et du plus grand nombre d'applications centralisées.</p>
	2 714	<p>Machines virtuelles. Le produit est supérieur aux prévisions en raison du plus grand nombre de demandes de machines pour appuyer le plan de reprise après sinistre des applications existantes et du plus grand nombre d'applications centralisées.</p>
	406	<p>Serveurs physiques. Le produit est supérieur aux prévisions en raison du plus grand nombre de demandes de serveurs pour appuyer le plan de reprise après sinistre des applications existantes et du plus grand nombre d'applications centralisées.</p>
	2 277	<p>Téraoctets de capacité de stockage. Le produit est supérieur aux prévisions en raison de la centralisation des courriers électroniques et des archives, qui nécessite un plus grand espace de stockage.</p>

Exploitation et maintenance du réseau couplé (Brindisi et Valence) composé de 305 routeurs, 116 commutateurs, 4 pare-feu, 91 pare-feu virtuels, 8 boîtiers tout-en-un permettant d'exploiter des applications Web, 12 analyseurs de réseaux, 9 systèmes de détection des intrusions, 70 accélérateurs réseau longue distance, 4 passerelles vers des réseaux privés virtuels, 9 appareils compatibles avec les services de téléphonie par Internet et 56 dispositifs de visioconférence, et assistance technique

- 202 Routeurs. Le produit est inférieur aux prévisions en raison de l'abandon d'appareils existants au profit d'appareils plus performants.
- 86 Commutateurs. Le produit est inférieur aux prévisions en raison de l'abandon d'appareils existants au profit d'appareils plus performants.
- 20 Pare-feu. Le produit est supérieur aux prévisions en raison du recours accru à des dispositifs centralisés de téléphonie, de visioconférence et de transmission des données ayant une configuration active-active.
- 107 Pare-feu virtuels. Le produit est supérieur aux prévisions en raison du recours accru à des dispositifs centralisés de téléphonie, de visioconférence et de transmission des données ayant une configuration active-active.
- 11 Applications Web. Le produit est supérieur aux prévisions en raison du recours accru à des dispositifs centralisés de téléphonie, de visioconférence et de transmission des données ayant une configuration active-active.
- 12 Analyseurs de réseaux
- 7 Systèmes de détection des intrusions. 2 systèmes ont été externalisés.
- 100 Accélérateurs réseau longue distance. Le produit est supérieur aux prévisions en raison du recours accru à des dispositifs centralisés de téléphonie, de visioconférence et de transmission des données ayant une configuration active-active.
- 5 Passerelles vers des réseaux privés virtuels. Une passerelle supplémentaire a été demandée pour que les utilisateurs finaux aient accès à l'infrastructure de bureau virtuel.



Exploitation et maintenance de 78 lignes téléphoniques E1 reliant les missions, de 68 lignes téléphoniques E1 commerciales, de 29 lignes louées et de 2 liaisons Internet à haut débit, et assistance technique

Exploitation et gestion de tous les systèmes d'appui aux infrastructures à Brindisi et à Valence, pour l'hébergement et le raccordement de la plateforme convergée sur laquelle fonctionne Umoja (2 solutions intégrées Vblock et 2 systèmes Hewlett Packard Appsystems)

Maintien et amélioration de 16 procédures de gestion des services informatiques afin de les mettre en conformité avec la norme ISO 2000 et application de ces procédures à la prestation de services à toutes les missions prises en charge

- 166 Appareils compatibles avec les services de téléphonie par Internet. Le produit est supérieur aux prévisions en raison du recours accru à des dispositifs centralisés de téléphonie, de visioconférence et de transmission des données ayant une configuration active-active.
- 85 Dispositifs de visioconférence. Le produit est supérieur aux prévisions en raison du recours accru à des dispositifs centralisés de téléphonie, de visioconférence et de transmission des données ayant une configuration active-active.
- 28 Lignes téléphoniques E1 reliant les missions. Le produit est inférieur aux prévisions en raison de l'adoption d'une technologie permettant de passer le même nombre d'appels téléphoniques avec un nombre réduit de circuits.
- 62 Lignes téléphoniques E1 commerciales. Le produit est inférieur aux prévisions en raison du nombre moins élevé de demandes émanant des missions.
- 22 Lignes louées. Le produit est inférieur aux prévisions car le réseau longue portée du Secrétariat, géré par le Département de l'appui aux missions, a progressivement remplacé les liaisons louées.
- 2 Liaisons Internet à haut débit
- 6 Solutions intégrées Vblock
- 2 Systèmes Hewlett Packard Appsystems pour la plateforme convergée d'Umoja
- 16 Procédures de gestion des services informatiques ont été maintenues et améliorées afin de respecter la norme ISO 2000 et appliquées à la prestation de services à toutes les missions prises en charge.

Hébergement de centres de données virtuels afin d'assurer la résilience opérationnelle de 6 opérations de maintien de la paix	7	Opérations de maintien de la paix : ONUCI, MINUSCA, MINURSO, FINUL, MONUSCO, MINUK et FISNUA, ainsi que la Mission des Nations Unies en Colombie et le Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général au Burundi
Contrôle des infrastructures et gestion des événements pour 6 missions de maintien de la paix	6	Opérations de maintien de la paix : MINURSO, MINUSCA, MINUSMA, MONUSCO, BANUS et MINUL
Entretien de 1 780 panneaux solaires	2 480	Panneaux solaires. Le produit est supérieur aux prévisions en raison de l'achat de panneaux solaires supplémentaires pour accroître la capacité de production d'énergie solaire.
Appui technique pour les serveurs du centre de données virtuel; appui à distance aux missions; appui à distance et services d'hébergement concernant les services de bureau virtuel	Oui	Fourniture d'un appui technique pour les serveurs du centre de données virtuel, d'un appui à distance aux missions et d'un appui à distance et de services d'hébergement concernant les services de bureau virtuel
<b>Service de l'appui à la Base</b>		
Fourniture de services de gestion et d'appui administratif à 440 civils, 3 représentants du Syndicat du personnel des missions hors Siège des Nations Unies, 15 fonctionnaires de la MANUL, 40 vacataires et 40 consultants	415	Membres du personnel civil
	2	Représentants du Syndicat du personnel des missions hors Siège des Nations Unies
	4	Fonctionnaires de la MANUL
	54	Vacataires engagés pour assurer les fonctions suivantes : a) assistants d'équipe chargés d'apporter un appui administratif à divers groupes et sections; b) plombiers, maçons, électriciens et travailleurs du bâtiment chargés d'apporter un appui dans le cadre de la rénovation des bâtiments; c) assistants à la sécurité chargés de fournir des services de sûreté et de sécurité 24 heures sur 24; d) assistants informaticiens, techniciens de réseaux câblés de communication et développeur SharePoint chargés d'assurer un appui technique
	34	Consultants engagés pour remplir les fonctions suivantes : a) consultants en sécurité du travail chargés de fournir des conseils et des certifications techniques; b) responsables de la communication pour l'équipe Umoja; c) consultants en formation et perfectionnement; d) consultants chargés de fournir des conseils en vue de l'examen des besoins en personnel civil

		Le produit a été supérieur aux prévisions en raison de l'augmentation des besoins de soutien liée à Umoja et à la sécurité.
Coordination de 250 activités de formation organisées à l'intention de 3 000 participants	Oui	Coordination de 263 activités de formation organisées à l'intention de 4 362 participants
Organisation et gestion de 15 visites officielles	17	Visites officielles ont été organisées et gérées.
Organisation de 30 activités d'apprentissage pour les membres du personnel du Centre de services mondial	77	Activités de formation ont été organisées. Le produit a été supérieur aux prévisions en raison de la mise en œuvre d'activités imprévues, notamment le programme de formation des groupes 4 et 5 en vue de la mise en service d'Umoja et la campagne d'information sur la norme ISO 14001. Un certain nombre d'activités ont été dispensées par des formateurs internes. Certaines, notamment sur la gestion de projet et le système Business Objects, ont également été diffusées sur WebEx pour ceux qui en faisaient la demande.
Organisation de séances d'information médicale à l'intention de 320 nouvelles recrues du personnel civil participant à la formation préalable au déploiement	Oui	22 séances d'information médicale ont été organisées à l'intention de 369 nouvelles recrues participant à la formation préalable au déploiement.
Organisation de 2 séances d'information sur les infections sexuellement transmissibles et le VIH destinées à l'ensemble du personnel du Centre de services mondial	13	Séances d'information sur le VIH et les infections sexuellement transmissibles ont été organisées. Le produit a été supérieur aux prévisions en raison de demandes de séances de formation pour les civils participant à la formation préalable au déploiement.
Exploitation du parc de véhicules du Centre de services mondial, soit 126 véhicules à Brindisi et 4 véhicules à Valence	126	Véhicules basés à Brindisi
	4	Véhicules basés à Valence
Entretien de 58 bâtiments en dur (61 136 m <sup>2</sup> ), de 13 structures à parois souples (7 215 m <sup>2</sup> ), de 111 conteneurs préfabriqués et de 310 968 m <sup>2</sup> de terrains non bâtis, dont des espaces verts, des surfaces bétonnées et asphaltées et des routes et aires de stationnement, à Brindisi	58	Bâtiments en dur (61 136 m <sup>2</sup> )
	13	Structures à parois souples (7 215 m <sup>2</sup> )
	111	Préfabriqués (conteneurs)
	310 968	m <sup>2</sup> de terrains non bâtis (espaces verts, surfaces bétonnées et asphaltées, routes et aires de stationnement)

Entretien de 11 bâtiments en dur, dont 3 bâtiments principaux et 8 bâtiments secondaires (pavillon d'entrée au réfectoire, entrepôt, local à poubelle, guérite de contrôle, remise à outils et à pompes d'arrosage, local contenant le centre d'alimentation en énergie et les groupes électrogènes et station de raccordement au réseau électrique), soit 9 163 m<sup>2</sup>, et de terrains non bâtis, y compris les aires de stationnement, soit 34 337 m<sup>2</sup>

11 Bâtiments en dur (9 163 m<sup>2</sup>)  
34 337 m<sup>2</sup> de terrains non bâtis, dont des aires de stationnement

### **Bureau du Directeur**

#### **Bureau régional de la sécurité aérienne**

Organisation de 9 visites de contrôle de la sécurité aérienne à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP), à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) et à la Mission d'assistance des Nations Unies en Iraq (MANUI) (3 visites par mission)

8 Visites de contrôle de la sécurité aérienne ont été organisées : 3 à la MANUI, 2 à l'UNFICYP, 2 à la FINUL et 1 à la MANUL. Le produit a été inférieur aux prévisions en raison de la révision de la directive du Bureau régional de la sécurité aérienne réduisant à 8 le nombre de visites.

Organisation de 2 exercices réels dans le cadre du plan d'intervention d'urgence en cas d'accident aérien à l'UNFICYP et à la FINUL

Non Des plans d'exercice réel ont été élaborés pour l'UNFICYP et la FINUL. Cependant, les exercices ont été reportés conformément aux décisions des responsables des missions et devraient avoir lieu pendant l'exercice 2016/17.

Élaboration et mise en service d'un portail Web équipé d'outils de programmation en matière de sécurité aérienne, pour toutes les missions

Non Le portail Web a été élaboré. Le projet est actuellement en phase pilote au Centre de services mondial, à la FINUL, à la MANUI, à l'UNFICYP et à la MANUL.

#### **Bureau des services de sécurité**

Fourniture de services de sécurité 24 heures sur 24, à Brindisi et à Valence

Oui Des services de sécurité ont été fournis 24 heures sur 24, à Brindisi et à Valence.

#### **Groupe des organes centraux de contrôle pour le personnel des missions**

Approbation, par les organes centraux de contrôle pour le personnel des missions, de l'inscription de 1 250 candidats sur les listes de réserve

2 405 Inscriptions sur la liste des candidats ont été approuvées. Le produit a été supérieur aux prévisions en raison d'un nombre accru de demandes des missions et de l'examen de 538 dossiers en souffrance (Galaxy/Nucleus).

Vérification des références de 1 250 candidats dont le recrutement a été demandé

469 Candidats dont les références ont été vérifiées. Le produit a été inférieur aux prévisions en raison d'une diminution des demandes provenant des missions et du traitement de tous les dossiers en souffrance au cours de l'exercice précédent.

Traitement de 2 500 demandes d'indemnité pour frais d'études	1 351	Demandes d'indemnité pour frais d'études traitées. Le produit a été inférieur aux prévisions en raison d'une diminution du nombre de demandes reçues.
--	-------	---

### Groupe de la gestion des marchés des missions

Fourniture de 2 cahiers des charges types pour l'achat de biens ou de services destinés aux missions	Non	3 cahiers des charges types ont été élaborés, pour l'entretien des lieux, les services de nettoyage et les échanges de biens.
--	-----	---

Organisation de 1 conférence à l'intention du personnel chargé de la gestion des marchés dans les missions	Non	La conférence proposée a été annulée en raison de la révision des priorités des opérations sur le terrain.
--	-----	--

Mise en place et gestion d'un réseau en ligne de spécialistes de la gestion des marchés, à l'intention du personnel des missions	Oui	Le réseau en ligne était disponible et tenu à jour.
--	-----	---

Conseils sur les pratiques et les principes en matière de gestion des marchés, dans le cadre de visioconférences trimestrielles avec les missions	Oui	14 visioconférences ont été organisées avec les missions.
---	-----	---

Documents d'orientation et procédures normalisées à l'appui des politiques de gestion de marchés du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions	Oui	Des directives relatives à l'économat ont été élaborées.
---	-----	--

Appui aux missions en ce qui concerne le recrutement de personnel dans le domaine informatique	Oui	Un appui a été fourni aux missions en ce qui concerne le recrutement de personnel dans le domaine informatique.
--	-----	---

Révision des politiques de gestion des marchés, en consultation avec les missions	Non	La révision des politiques est en cours.
---	-----	--

Mise en place d'une plateforme Web permettant de regrouper les rapports d'évaluation des prestataires établis par les missions et de les communiquer aux parties prenantes	Non	La plateforme Web est prête et doit être approuvée par les bureaux du Siège en vue de sa mise en service d'ici à la fin de l'exercice.
--	-----	--

### Réalisation escomptée 1.2 : Déploiement rapide dans les missions tout au long de leur mandat, comme prescrit par le Siège

*Indicateurs de succès prévus*

*Indicateurs de succès effectifs*

Les liaisons de communications sont installées dans les 24 heures qui suivent l'arrivée, dans la zone d'une nouvelle opération de maintien de la paix, du matériel informatique, du matériel de communications et des spécialistes du Centre de services mondial.

Aucune demande d'installation de liaisons de communications n'a été reçue.

Les modules et le matériel entrant dans la composition des stocks pour déploiement stratégique et de la réserve de matériel de l'ONU sont expédiés dans les 30 jours suivant la réception

Objectif atteint. 195 demandes d'envoi ont été reçues et honorées dans les temps (10,69 jours ouvrables en moyenne)

de la demande d'envoi pour les demandes standard et dans les 90 jours pour le démarrage d'une mission.

Les équipes d'appui aux missions sont déployées dans les 15 jours suivant l'approbation du déploiement.

Objectif atteint. Toutes les équipes d'appui aux missions ont été déployées dans un délai de 15 jours.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
<b>Service de la logistique</b>		
Coordination de la liquidation des missions par le Centre de services mondial et le Département de l'appui aux missions	Oui	La liquidation de la MENUB et de la MINUAUCE a été coordonnée. Des activités de coordination ont également été engagées en ce qui concerne l'ONUCI.
Évaluation technique des contrats de transport dans les 24 heures suivant leur réception	Oui	46 évaluations techniques ont été menées à bien dans les 24 heures suivant la réception des contrats
Chargement de tous les aéronefs à temps pour permettre un décollage et un atterrissage dans les délais fixés	Oui	Tous les aéronefs ont été chargés à temps pour permettre un décollage et un atterrissage dans les délais fixés.
Fourniture dans les délais de toutes les études techniques relatives à l'agencement des camps, des quartiers généraux et d'autres installations et locaux nécessaires à l'appui aux missions	Oui	Toutes les études techniques ont été fournies dans les délais.
<b>Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications</b>		
Organisation de 2 exercices de déploiement à grande échelle à l'intention des spécialistes de l'informatique et des communications, afin de vérifier qu'ils peuvent établir des liaisons de communications lors du déploiement dans les missions	2	Exercices de déploiement à grande échelle organisés
Inspection et maintenance du matériel informatique et du matériel de communications des modules de déploiement logistique aéroportés qui entrent dans la composition des stocks pour déploiement stratégique afin de vérifier qu'ils sont prêts à être déployés à tout moment	Oui	Le matériel informatique et le matériel de communications des modules de déploiement logistique aéroportés ont été régulièrement inspectés et entretenus.
Mise à la disposition des nouvelles missions et des missions en phase de renforcement de 1 module géographique pour déploiement rapide et de 1 spécialiste des systèmes d'information géographique	1	Spécialiste a été déployé à l'appui des opérations de la MANUL.

### Service de l'appui à la Base

Fourniture d'un appui administratif pour le déploiement de 55 membres du personnel dans diverses missions	56	Membres du personnel ont reçu un appui administratif.
Fourniture d'un appui administratif pour le recrutement, l'administration et les voyages de 30 consultants en services géospatiaux	33	Consultants ont reçu un appui administratif. Le coût des 33 consultants a été imputé aux missions de maintien de la paix concernées.

**Réalisation escomptée 1.3** : Fourniture aux missions de maintien de la paix et aux autres missions d'un appui en matière de maintien de l'ordre, d'état de droit et de formation par les unités hébergées

#### Indicateurs de succès prévus

#### Indicateurs de succès effectifs

Augmentation du nombre d'activités de soutien au démarrage des composantes police dans les missions, à la réduction de leurs effectifs et à leur liquidation, des activités d'appui aux composantes police existantes et des activités d'appui à la Division de la police du Département des opérations de maintien de la paix (2013/14 : 13; 2014/15 : 14; 2015/16 : 15)

Objectif atteint. 26 missions ont été effectuées. Le produit a été supérieur aux prévisions en raison d'une augmentation du nombre de demandes des missions.

Augmentation du nombre de missions d'évaluation (2013/14 : 4; 2014/15 : 5; 2015/16 : 6)

Objectif atteint. 7 missions d'évaluation ont été effectuées.

Augmentation du nombre d'échanges avec les composantes police et les experts des missions afin d'améliorer la préparation de la mise en place des services (2013/14 : 8; 2014/15 : 9; 2015/16 : 10)

Objectif atteint. 14 échanges ont eu lieu. Le produit a été supérieur aux prévisions en raison des demandes plus nombreuses reçues de la part des équipes de coordonnateurs sur le terrain. La Force de police permanente a entretenu des échanges avec les missions et d'autres partenaires, par l'intermédiaire de leur personne de contact, afin d'améliorer la préparation dans le cadre de son mandat.

Augmentation du nombre de composantes judiciaires et pénitentiaires, nouvelles et existantes, dans les missions qui bénéficient d'un appui (2013/14 : 8; 2014/15 : 9; 2015/16 : 9)

Objectif atteint. Un appui a été fourni à 9 missions, sous la forme de 4 déploiements (MINUSCA, MINUSS, MINUAD et MONUSCO), et de 5 visites d'évaluation et de vérification opérationnelles (MINUAD, BINUGBIS, MINUSS, MINUSCA et UNFICYP).

#### Produits prévus

Produit(s)  
exécuté(s) :  
oui/non  
ou nombre Observations

### Force de police permanente

6 missions d'assistance de 3 mois au maximum auprès des composantes police d'opérations de maintien de la paix existantes en vue d'aider au renforcement des capacités des services nationaux de maintien de l'ordre

13 Missions d'assistance ont été effectuées. Le produit a été supérieur aux prévisions en raison d'une augmentation des demandes reçues de la part d'opérations de maintien de la paix.

Création et renforcement des composantes police de 2 missions de taille moyenne nouvelles ou en phase de renforcement, réduction des effectifs des composantes police de missions existantes et activités de liquidation	1	Demande reçue, de la part de la MINUL, au cours de la période considérée
Fourniture d'un appui à la Division de la police du Département des opérations de maintien de la paix pour l'aider à donner suite à 5 rapports d'examen ou d'évaluation	Non	Aucune demande n'a été soumise par les missions.
Renforcement, dans le cadre de 11 programmes de perfectionnement, des capacités des membres de la Force de police permanente nécessaires au déploiement dans les missions	17	Programmes de perfectionnement. Le produit a été supérieur aux prévisions en raison de la participation à des formations qui n'étaient pas initialement prévues mais qui ont été considérées importantes pour le développement personnel au cours de l'année.
6 missions d'évaluation auprès des composantes police de missions de maintien de la paix et auprès de missions politiques spéciales et de fonds, programmes et organismes des Nations Unies	13	Missions d'évaluation ont été menées : MANUSOM (2), BINUGBIS (1), MANUL (1), Mission des Nations Unies en Colombie (1), PNUD-Tchad (1) et PNUD-Sierra Leone (7).
Participation à 2 conférences internationales annuelles sur la police en vue d'établir des contacts directs avec les spécialistes de la police d'autres pays sur les pratiques optimales et de faire connaître les activités de la Force de police permanente et la stratégie de la Division de la police	4	Conférences internationales sur des questions de police ont été suivies.
<b>Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires</b>		
Déploiement de personnel, sur demande, à l'appui de 4 composantes judiciaires et pénitentiaires de missions en phase de démarrage ou dans le cadre du renforcement de composantes existantes, pour 3 mois au maximum	4	Opérations ont bénéficié d'un renforcement des composantes judiciaires et pénitentiaires : la MINUSCA, la MONUSCO, la MINUSS et la MINUAD.
5 missions d'évaluation destinées à aider les composantes judiciaires et pénitentiaires des missions	5	Missions d'évaluation ont été menées : à la MINUAD, au BINUGBIS, à la MINUSS, à la MINUSCA et à l'UNFICYP.
Organisation d'activités d'information, y compris publication de 4 articles, et de 3 visites auprès des entités à déploiement rapide d'autres organisations internationales	4	Articles diffusés et publiés sur iSeek, ainsi que dans des revues et bulletins d'information
	3	Visites et séances d'information réalisées à Madrid, Genève et New York.
Élaboration et publication de 6 rapports de fin de mission, de visite ou d'évaluation	7	Rapports de fin de mission, de visite ou d'évaluation ont été élaborés et publiés.



---

Participation à 1 conférence internationale, en vue de suivre les faits nouveaux dans le secteur de la justice et de l'administration pénitentiaire à l'échelle mondiale, de nouer des contacts et de favoriser la mise en place de nouveaux partenariats, de faire œuvre de sensibilisation et de faire connaître le rôle d'appui du Corps permanent dans les domaines judiciaire et pénitentiaire

**Service intégré de formation**

Organisation d'une formation préalable au déploiement à l'intention de 320 membres du personnel civil

1 Participation à la sixième Conférence internationale des affaires correctionnelles dans le maintien de la paix, organisée en Zambie

369 Membres du personnel civil ont bénéficié d'une formation. D'autres séances de formation ont été organisées en raison d'un nombre plus élevé de participants.

---

### III. Exécution du budget

#### A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; exercice budgétaire allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3) ÷ (1)
<b>Personnel civil</b>				
Personnel recruté sur le plan international	19 971,6	18 389,0	1 582,6	7,9
Personnel recruté sur le plan national	18 649,0	19 132,1	(483,1)	(2,6)
Volontaires des Nations Unies	–	–	–	–
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	1 853,2	3 222,6	(1 369,4)	(73,9)
<b>Total partiel</b>	<b>40 473,8</b>	<b>40 743,7</b>	<b>(269,9)</b>	<b>(0,7)</b>
<b>Dépenses opérationnelles</b>				
Consultants	400,0	520,8	(120,8)	(30,2)
Voyages	1 091,0	1 100,8	(9,8)	(0,9)
Installations et infrastructures	8 243,0	8 824,4	(581,4)	(7,1)
Transports terrestres	1 014,0	840,8	173,2	17,1
Transports aériens	–	60,7	(60,7)	–
Transports maritimes ou fluviaux	–	–	–	–
Communications	7 286,0	3 317,9	3 968,1	54,5
Informatique	6 895,0	10 280,8	(3 385,8)	(49,1)
Santé	305,0	37,2	267,8	87,8
Matériel spécial	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	1 449,2	1 371,7	77,5	5,3
Projets à effet rapide	–	–	–	–
<b>Total partiel</b>	<b>26 683,2</b>	<b>26 355,1</b>	<b>328,1</b>	<b>1,2</b>
<b>Total brut</b>	<b>67 157,0</b>	<b>67 098,8</b>	<b>58,2</b>	<b>0,1</b>
Recettes provenant des contributions du personnel	6 097,7	6 223,6	(125,9)	(2,1)
<b>Total net</b>	<b>61 059,3</b>	<b>60 875,2</b>	<b>184,1</b>	<b>0,3</b>
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
<b>Total</b>	<b>67 157,0</b>	<b>67 098,8</b>	<b>58,2</b>	<b>0,1</b>

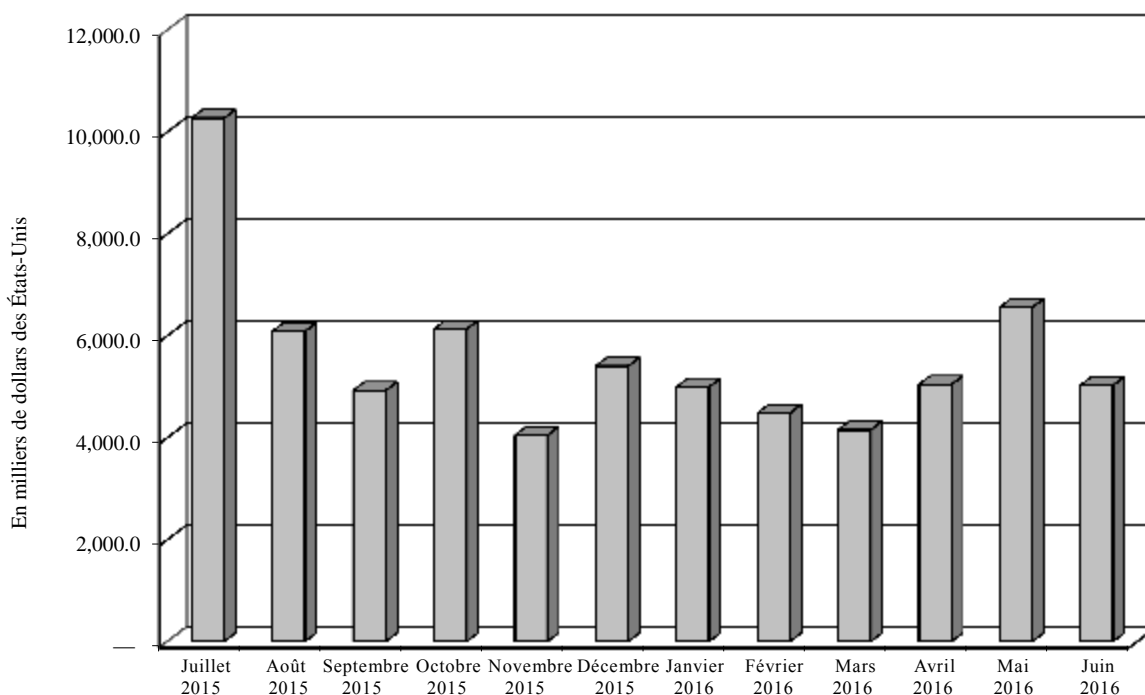
## B. Récapitulatif des réaffectations de ressources

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégories</i>	<i>Répartition initiale du montant approuvé</i>	<i>Montants réaffectés</i>	<i>Répartition révisée</i>
Personnel civil	40 473,8	303,7	40 777,5
Dépenses opérationnelles	26 683,2	(303,7)	26 379,5
<b>Total</b>	<b>67 157,0</b>	<b>–</b>	<b>67 157,0</b>
Pourcentage de réaffectations			<b>0,5</b>

40. Des ressources initialement affectées aux dépenses opérationnelles ont été réaffectées au personnel civil afin de couvrir une augmentation des dépenses dans cette catégorie, due à un taux effectif d'occupation plus élevé que prévu des emplois de temporaire (autres que pour les réunions) occupés par du personnel recruté sur le plan national ou international.

## C. Évolution des dépenses mensuelles



42. Les dépenses supérieures aux prévisions pour le mois de juillet 2015 tenaient pour l'essentiel aux engagements contractés au début de l'exercice au titre d'activités importantes telles que les services de télécommunications, les services d'entretien et d'appui, et la mise en œuvre du plan d'achat, dont le délai d'exécution

est plus long, ainsi qu'à la facturation sur douze mois des coûts afférents aux services de distribution collective à Brindisi et à Valence.

#### D. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Produit des placements	207,5
Produits divers	34,2
Engagements d'exercices antérieurs : annulations	238,8
<b>Total</b>	<b>480,5</b>

#### E. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur</i>
Contributions prévues par le mémorandum d'accord <sup>a</sup>	5 230,1
Contributions volontaires en nature	–
<b>Total</b>	<b>5 230,1</b>

<sup>a</sup> Valeur des bâtiments à usage de bureaux, ateliers, entrepôts et terrains non bâtis mis à la disposition de l'ONU par le Gouvernement italien (3 212 700 dollars) et des bâtiments à usage de bureaux, bâtiments fonctionnels et terrains non bâtis mis à la disposition de l'ONU par le Gouvernement espagnol (2 017 400 dollars).

### IV. Analyse des écarts<sup>1</sup>

	<i>Écart</i>	
<b>Personnel recruté sur le plan international</b>	1 582,6	7,9 %

42. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par la réduction, décidée par la Commission de la fonction publique internationale, du coefficient d'ajustement applicable au personnel recruté sur le plan international, qui a été en moyenne de 33,9 %, alors que le budget prévoyait un ajustement de 46 %; et par un taux de vacance plus élevé, avec un taux effectif qui a été en moyenne de 12,8 % pour le personnel recruté sur le plan international, alors que le budget prévoyait un taux de vacance moyen de 9 %.

<sup>1</sup> Les écarts, dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis, sont analysés lorsqu'ils atteignent  $\pm 5$  % ou 100 000 dollars.

	<i>Écart</i>	
<b>Personnel recruté sur le plan national</b>	(483,1)	(2,6 %)

43. Le dépassement de crédits s'explique principalement par le fait que le personnel recruté sur le plan national l'a été à des classes plus élevées, en moyenne à la classe G-5, échelon VII, alors que le budget prévoyait une classe G-4, échelon X en moyenne. Les dépenses plus élevées ont été partiellement compensées par l'appréciation du dollar par rapport à l'euro.

	<i>Écart</i>	
<b>Personnel temporaire (autre que pour les réunions)</b>	(1 369,4)	(73,9 %)

44. Le dépassement de crédits s'explique par un taux de vacance moyen effectif de 12,5 % pour le personnel recruté sur le plan international et de 21,1 % pour le personnel recruté sur le plan national, alors que le budget approuvé prévoyait un taux de vacance moyen de respectivement 60 % et de 50 %.

	<i>Écart</i>	
<b>Consultants</b>	(120,8)	(30,2 %)

45. Le dépassement de crédits s'explique principalement par les dépenses imprévues résultant du recrutement de consultants par le Bureau régional de la sécurité aérienne chargés de concevoir l'interface utilisateur du projet de données intégrées du programme de sécurité aérienne. Il s'explique également par le fait que l'entretien et certains services médicaux ont initialement été inscrits aux rubriques Installations et infrastructures et Santé, alors que les dépenses ont été comptabilisées à la rubrique Consultants.

	<i>Écart</i>	
<b>Installations et infrastructures</b>	(581,4)	(7,1 %)

46. Le dépassement de crédits s'explique principalement par l'installation d'une centrale solaire supplémentaire (les dépenses effectives se sont élevées à 489 300 dollars contre 100 000 prévus au budget) conformément à la politique environnementale et à l'initiative « ONU – Du bleu au vert », afin d'augmenter la redondance et d'ajouter une source d'énergie qui pourrait couvrir une partie de la charge électrique quotidienne du centre de données. Le dépassement de crédits s'explique aussi par un nouveau système d'alimentation non interruptible, nécessaire à la fourniture d'une alimentation électrique stable pour les installations du Centre et les centres de données. Le dépassement de crédits est partiellement compensé par la réduction de la consommation d'électricité au cours de la période considérée.

	<i>Écart</i>	
<b>Transports terrestres</b>	173,2	17,1 %

47. La sous-utilisation de crédits s'explique principalement : a) par le fait que les crédits pour le groupe électrogène devant alimenter les appareils au sol avaient été initialement inscrits au budget à la rubrique Transports terrestres, alors que les dépenses ont été comptabilisées à la rubrique Transports aériens; et b) par des dépenses de réparation et d'entretien des véhicules moins importantes ainsi que par des primes d'assurance moins élevées pour les véhicules.

	<i>Écart</i>	
<b>Transports aériens</b>	(60,7)	-

48. L'écart enregistré à cette rubrique s'explique par le fait que les crédits pour le groupe électrogène devant alimenter les appareils au sol ont été initialement inscrits à la rubrique Transports terrestres, alors que les dépenses ont été comptabilisées à la rubrique Transports aériens.

	<i>Écart</i>	
<b>Communications</b>	3 968,1	54,5 %

49. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par le fait : a) que les dépenses relatives à l'entretien du matériel et aux services d'appui aux communications, en particulier les opérations du centre de contrôle du réseau initialement inscrites à la rubrique Communications, ont été comptabilisées à la rubrique Informatique; b) que celles relatives au matériel informatique (SmartNet), initialement inscrites au budget à la rubrique Entretien du matériel de communication, ont été comptabilisées à la rubrique Informatique; c) et que les dépenses afférentes aux câbles réseaux et autres fournitures et pièces de rechange, initialement inscrites à la rubrique Communications, ont été comptabilisées aux rubriques Installations et infrastructures et Informatique.

	<i>Écart</i>	
<b>Informatique</b>	(3 385,8)	(49,1 %)

50. Le dépassement des crédits s'explique principalement par le fait : a) que les dépenses relatives à l'entretien du matériel et aux services d'appui aux communications, en particulier les opérations du centre de contrôle du réseau initialement inscrites à la rubrique Communications, ont été comptabilisées à la rubrique Informatique; b) et que celles relatives au matériel informatique (SmartNet), initialement inscrites au budget à la rubrique Entretien du matériel de communication, ont été comptabilisées à la rubrique Informatique.

	<i>Écart</i>	
<b>Santé</b>	267,8	87,8 %

51. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par : a) des dépenses inférieures aux prévisions pour les services médicaux en raison de la pénurie de médecins-conseils qualifiés dotés des compétences linguistiques requises, par le fait que les dépenses afférentes aux services médicaux, inscrites à la rubrique Santé, ont été comptabilisées à la rubrique Consultants; et b) par le fait que les frais d'entretien de l'entrepôt de fournitures médicales, initialement inscrits à la rubrique Santé, ont été comptabilisés à la rubrique Fournitures, services et matériel divers.

	<i>Écart</i>	
<b>Fournitures, services et matériel divers</b>	77,5	5,3 %

52. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par des dépenses moins importantes que prévu à la rubrique Honoraires, fournitures et services de formation, en raison des retards dans l'établissement du cahier des charges pour les stages de formation tels que le programme de formation consacré aux transports, le programme de formation consacré à la logistique et l'atelier sur les meilleures pratiques en matière de santé et de sécurité. En outre, les coûts afférents au fret, initialement inscrits à cette rubrique, ont été comptabilisés au titre de l'achat de groupes électrogènes, de matériel électrique et de matériel de bureau et autres équipements à la rubrique Installations et infrastructures.

## V. Exécution du budget : stocks stratégiques pour déploiement rapide

53. Au cours de l'exercice 2015/2016, l'examen annuel des stocks stratégiques pour déploiement rapide a été mené sur la base des hypothèses budgétaires énoncées dans le mandat du groupe de travail sur le déploiement stratégique. L'objectif était de veiller à ce que la configuration soit efficace sur le plan opérationnel et à ce qu'elle corresponde bien aux besoins du Département de l'appui aux missions afin d'optimiser l'utilisation des stocks pour déploiement rapide dans le cadre du volet relatif à l'organisation en modules de la stratégie globale d'appui aux missions, et qu'elle soit adaptée aux progrès technologiques et à l'initiative pour le développement et la mise en œuvre de capacités de déploiement rapide. La principale augmentation a été enregistrée à la rubrique Génie en raison d'une forte consommation et d'une hausse de la demande de structures modulaires en dur et à parois souples et de groupes électrogènes, ainsi que de la mise en place des capacités de déploiement rapide et de produits liés à l'organisation en modules, essentiels au démarrage d'une opération de maintien de la paix. De surcroît, l'augmentation aux rubriques Informatique et Communications s'explique par la mise en place de postes de commandement mobiles et par le centre de technologie modulaire, ainsi que par une forte demande et consommation de matériel de réseau et de système satellitaire. En outre, l'augmentation à la rubrique Transports terrestres résulte d'une hausse de la consommation et d'une demande plus forte d'ambulances, de poids lourds et de remorques.

54. La valeur liquidative des stocks stratégiques pour déploiement rapide est passée de 34 564 000 dollars au 30 juin 2015 à 42 120 000 dollars au 30 juin 2016, soit une augmentation de 21,9 %. Cette augmentation globale s'explique principalement par une augmentation de 5 607 400 dollars de la valeur des véhicules légers, (de 1 136 500 dollars au 30 juin 2015 à 6 743 900 dollars au 30 juin 2016) et par une augmentation de 2 386 300 dollars de la valeur du matériel informatique (de 1 069 200 dollars au 30 juin 2015 à 3 455 500 dollars au 30 juin 2016). Le tableau ci-dessous montre les valeurs liquidatives au 30 juin 2015 et 2016, respectivement pour les principales catégories d'actifs.

### Valeurs liquidatives des stocks stratégiques pour déploiement rapide

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Valeur liquidative au 30 juin 2015	Valeur liquidative au 30 juin 2016	Écart	
	(1)	(2)	Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3) ÷ (1)
Bâtiments	3 837,1	2 343,5	1 493,6	38,9
Matériel informatique et matériel de communications	3 579,5	6 149,0	(2 569,5)	(71,8)
Mobilier et agencements	—	16,3	(16,3)	—
Machines et matériel	5 279,8	6 744,7	(1 464,9)	(27,7)
Véhicules	21 867,6	26 866,5	(4 998,9)	(22,9)
<b>Total</b>	<b>34 564,0</b>	<b>42 120,0</b>	<b>(7 556,0)</b>	<b>(21,9)</b>

### Ressources financières

55. Le montant total des fonds affectés aux stocks stratégiques pour déploiement rapide pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016 est de 101,0 millions de dollars, dont 76,6 millions de dollars correspondant au solde des fonds de l'exercice précédent, 23,4 millions de dollars correspondant au montant nécessaire à la reconstitution des stocks stratégiques pour déploiement rapide livrés à des missions de maintien de la paix et missions politiques spéciales, et 969 300 dollars correspondant à d'autres produits et ajustements.

56. Le montant nécessaire à la reconstitution des stocks stratégiques pour déploiement rapide livrés aux missions et les mouvements de fonds relatifs à ces stocks sont présentés dans les tableaux ci-dessous.

### Reconstitution des stocks stratégiques pour déploiement rapide livrés aux missions

(En milliers de dollars des États-Unis; exercice budgétaire allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016)

Destination	Montant
<b>Opérations de maintien de la paix</b>	
Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement	1 330,9
Force intérimaire des Nations Unies au Liban	41,2



<i>Destination</i>	<i>Montant</i>
Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei	1 111,9
Base de soutien logistique des Nations Unies	9,0
Mission des Nations Unies au Soudan du Sud	1 066,7
Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali	934,3
Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine	13 143,5
Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre	455,7
Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie	3 069,0
Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour	740,9
Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti	834,4
<b>Total partiel</b>	<b>22 737,5</b>
<b>Missions politiques spéciales, missions de consolidation de la paix et autres bénéficiaires</b>	
Mission d'appui des Nations Unies en Libye	238,9
Mission conjointe de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'Organisation des Nations Unies chargée du démantèlement du programme d'armes chimiques de la République arabe syrienne	35,6
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	3,2
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	407,1
<b>Total partiel</b>	<b>684,8</b>
<b>Montant total nécessaire à la reconstitution des stocks livrés aux missions au cours de l'exercice</b>	<b>23 422,3</b>

### Mouvements de fonds relatifs aux stocks stratégiques pour déploiement rapide et catégories de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis; exercice budgétaire allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016)

<i>Mouvement</i>	<i>Montant</i>
Solde reporté de l'exercice 2014/15	76 606,2
Valeur des stocks reconstitués livrés aux missions au cours de l'exercice 2015/16	23 422,3
Autres produits et ajustements au cours de l'exercice 2015/16	969,3
<b>Valeur totale</b>	<b>100 997,8</b>
Report du solde inutilisé et d'autres produits de l'exercice 2015/16 à l'exercice 2016/17	64 346,0
Dépenses en 2015/16	36 651,8
<b>Valeur totale</b>	<b>100 997,8</b>
<b>Catégorie de dépenses</b>	
Installations et infrastructures	13 549,2
Transports terrestres	10 359,2

<i>Mouvement</i>	<i>Montant</i>
Transports aériens	732,6
Transports maritimes ou fluviaux	1 875,7
Communications	4 354,2
Informatique	3 959,1
Santé	16,6
Fournitures, services et matériel divers	1 805,2
<b>Dépenses en 2015/16</b>	<b>36 651,8</b>

## VI. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

57. En ce qui concerne le financement de la Base de soutien logistique des Nations Unies de Brindisi (Italie), l'Assemblée générale est appelée à :

a) Se prononcer sur l'affectation du solde inutilisé de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016, soit 58 200 dollars;

b) Se prononcer sur l'affectation des autres produits de l'exercice clos le 30 juin 2016, qui s'élèvent à 480 500 dollars, provenant des produits des placements (207 500 dollars), d'autres produits (34 200 dollars) et de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (238 800 dollars).

## VII. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale dans ses résolutions 70/288 et 70/286 ainsi qu'aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et du Comité des commissaires aux comptes de l'ONU, approuvées par l'Assemblée générale

### A. Assemblée générale

(Résolution 70/288)

<i>Décision ou demande</i>	<i>Mesures prises</i>
Souligne que toutes les décisions prises au sujet des besoins opérationnels du Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications devraient être pleinement conformes à toutes les règles et règlements de l'Organisation et prie le Secrétaire général de suivre et de consigner toutes les décisions prises à cet égard et de lui faire rapport sur ces	L'information demandée se trouve dans les paragraphes suivants du présent rapport : le paragraphe 21 concernant les dépenses par lieu d'affectation (Brindisi et Valence); les paragraphes 22 à 24 concernant les entités basées à Brindisi et Valence; les paragraphes 25 à 27 concernant les services fournis aux autres entités et le recouvrement des coûts; les paragraphes 28 et 29 concernant les équipes mondiales d'appui aux

<i>Décision ou demande</i>	<i>Mesures prises</i>
<p>questions, ainsi que sur toutes les dépenses engagées, dans son rapport sur l'exécution du budget (par.10)</p> <p>(Voir le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/70/742/Add.9 par. 17)</p>	<p>missions; et les paragraphes 30 et 31 concernant les postes et les ressources fournis par d'autres missions.</p>

## **B. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires**

(A/70/742)

<i>Demande</i>	<i>Réponse</i>
<p>Le Comité compte analyser les écarts entre les dépenses effectives et les prévisions de dépenses pour l'exercice financier 2015/16, notamment grâce aux informations analytiques supplémentaires qui seront fournies dans les prochains rapports sur l'exécution des budgets et aux données périodiques sur les réaffectations de ressources entre catégories de dépenses ou rubriques budgétaires et à l'intérieur de celles-ci, comme décrit au paragraphe 28 ci-dessus (par. 33).</p>	<p>Les écarts entre les dépenses effectives et les prévisions de dépenses sont analysés dans le rapport sur l'exécution du budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies de Brindisi (BSLB).</p> <p>Les réaffectations de ressources entre catégories de dépenses et rubriques budgétaires sont également analysées au cours de l'exercice.</p> <p>La Base de soutien logistique des Nations Unies a analysé les écarts entre les dépenses effectives et les prévisions de dépenses et les réaffectations de ressources entre catégories de dépenses ou rubriques budgétaires en tirant parti d'Umoja.</p>